

Ils ne pass

Le gouvernement doit négocier

Le gouvernement dévoile ses intentions. Après avoir longuement tergiversé avec les organisations syndicales, après les avoir entendues sans jamais les écouter, après avoir mielleusement fait croire à une pédagogie du bon sens, après même avoir osé la campagne publicitaire aux frais du contribuable pour défendre sa politique auprès des citoyens, il soumet au Parlement un projet de loi portant réforme des retraites régressif, et même souvent en contradiction avec ses propres déclarations publiques.

Fondamentalement, le projet s'organise sur deux axes :

1. Accroître la durée de cotisation des travailleurs et baisser le niveau des pensions, quel que soit leur secteur d'activité.
2. Encourager le développement de formules de capitalisation.

Ils sont complémentaires. En effet, l'avancée du premier objectif encouragera le recours – illusoire – à la capitalisation pour tenter de compenser la diminution des pensions.

Parfaitement orchestrée, la période de mise en oeuvre de la réforme, qui court jusqu'en 2020, est lourde de menaces. De nouveaux rapports préconisant l'allongement supplémentaire de la durée de cotisation et incitant au recours à la capitalisation ponctueront le renforcement de cette politique.

En bref, cette réforme construit le saccage systématique de notre système de retraite par répartition – dont il faut rappeler qu'il a constitué une avancée sociale historique – pour promouvoir une financiarisation doublée d'une marchandisation de la retraite. Elle organise à cet effet, une désolidarisation entre les générations avec l'objectif d'inciter individuellement chaque salarié à recourir aux fonds de pension. Mais faut-il s'étonner de cette orientation venant d'un gouvernement de droite ? A l'évidence non. La réforme des retraites est en grande cohérence avec l'ensemble

des projets gouvernementaux. Inspirés directement par le MEDEF, ceux-ci portent les stigmates des dogmes du libéralisme. Or, que nous dit cette doxa ? Le capital est premier, l'homme est second. C'est au nom de cette idéologie qu'a été institué le Pacte de stabilité issu du traité de Maastricht avec ses conséquences, à savoir réduction de la dépense publique et des prélèvements obligatoires, pressions sur les salariés, licenciements, précarité, etc.

Pour cette raison, il faut insister sur la motivation profonde de ce projet de société de la droite qui inspire les actes du gouvernement : remodeler profondément et durablement les structures de la société française pour l'adapter aux exigences d'une construction européenne inféodée à une BCE qui a pour seul souci le taux de profit et les marchés financiers.

Cette logique n'a pas échappé aux nombreux salariés, du public comme du privé, qui se sont, ces dernières semaines, massivement mobilisés. Grèves et manifestations se sont multipliées. L'ampleur de la contestation est sans précédent depuis le grand mouvement de novembre-décembre 1995 qui avait fait reculer le gouvernement d'Alain Juppé.

Le 13 mai, le 25 mai, le 3 juin des millions de salariés se sont réunis dans l'ensemble de la France pour exprimer leur désapprobation vis à vis de la réforme concoctée par le gouvernement Raffarin. Le 10 juin, jour d'ouverture des débats à l'Assemblée Nationale, cette mobilisation forte et déterminée s'est confirmée..

Contrairement à ce que prétend François Fillon, Ministre des affaires sociales, prouvant là, une nouvelle fois, à quel point le gouvernement se montre incapable d'écouter, voire d'entendre, le message qui lui est adressé par la rue, les manifestants n'expriment pas le refus de s'engager dans une réforme des retraites. Bien au contraire ! A l'image des millions de salariés européens, en particulier italiens, autrichiens et allemands, qui ne sont pas, eux non plus, restés inactifs face aux projets de leurs gouvernements respectifs,

eront pas !

sur un autre projet de réforme

ils refusent simplement le rôle de spectateur auquel on semble vouloir les cantonner. Ils refusent d'accepter la démolition programmée de leur modèle social.

Tous s'accordent sur le fait qu'il faille entreprendre une réforme. Pour autant, Cela n'implique pas que l'on ne puisse pas débattre de son contenu ou que les termes du débat soient arbitrairement imposés par le gouvernement.

« Il n'y a pas d'alternative à ce projet » ne cesse de répéter François Fillon. Chaque journée de mobilisation suffit pourtant à prouver le contraire. La rue est en train d'écrire un autre projet. Les propositions alternatives se multiplient en provenance d'horizons divers. Syndicats, économistes, sociologues, formations politiques, etc. développent depuis de nombreuses années, en effet, des démarches constructives en marge de la pensée unique libérale et catastrophiste. Pour sa part le PCF, partie prenante de ce large mouvement, demande le retrait du projet Fillon et a présenté ses propositions alternatives de réforme visant à sécuriser la retraite en sécurisant l'emploi et la formation avec un financement dynamique pour avancer dans ce sens.

Les député-e-s et les sénateurs communistes, qui ne prétendent pas au monopole des bonnes idées, ont, pour ce qui les concerne, successivement remis à François Fillon et Jean-Pierre Raffarin une série de propositions centrées autour d'un certain nombre d'idées-clefs : modulation des cotisations patronales en fonction de la part des salaires dans la valeur ajoutée, taxation des revenus financiers, élargissement de l'assiette des cotisations pour prendre en compte les revenus (stock-options, par exemple) non soumis à cotisation...

Tous, nous avons conscience que notre système de retraite par répartition ne pourra être sauvé, consolidé et demeurer un outil au service du progrès social, que si et seulement si, est menée une politique volontariste et audacieuse en matière d'emploi et de formation faisant reculer l'emprise du marché

financier avec la promotion d'un nouveau crédit bonifié incitatif.

Ce qui implique de rompre aussi avec la logique du social-libéralisme et avec les politiques du passé, particulièrement celle pratiquée de 1997 à 2002.

Non, la réforme du gouvernement n'est définitivement pas motivée par des considérations d'intérêt général. Parce qu'elle porte le sceau de la régression sociale, parce qu'elle met en péril le modèle social mis en place à la Libération, elle appelle l'implication de nous tous et de nous toutes.

Nous sommes en définitive face à un choix de société d'une importance cruciale qui exige que les salariés et citoyens s'emparent de tous les aspects du dossier, et n'en laissent aucun, fut-il technique, aux experts du MEDEF et de tous les états-majors libéraux ou sociaux libéraux. Des alternatives existent et sont exprimées, elles ne peuvent plus être ignorées. La mobilisation ne faiblit pas malgré les campagnes de désinformation. On leur a fait le coup en 1993 avec la réforme Balladur, dorénavant, les Français ne sont plus dupes. Ils ne veulent plus être pris en otage !

C'est pourquoi, si le gouvernement ne veut pas prendre le risque d'un blocage, il doit retirer son projet et ouvrir, sans tarder, et dans un véritable esprit de dialogue, la négociation en l'élargissant à l'ensemble de la société civile. ■



Michelle DEMESSINE
membre du Comité exécutif national du PCF